



Luis Martinez, représentant de l'UCIRI, était l'invité d'une série de rencontres et de conférences en Bretagne pendant la Quinzaine du commerce équitable 2017. Il est venu témoigner de l'histoire d'une coopérative pionnière du commerce équitable et de ses impacts sur les conditions de vie des 1 800 familles vivant aujourd'hui de la caféiculture dans l'État d'Oaxaca au Mexique.

L'UCIRI, berceau de Max Havelaar

En 1980, Frans Van der Hoff, prêtre-ouvrier néerlandais, économiste et activiste politique, commence à travailler auprès des producteurs de café de la région du Chiapas.



UCIRI

« Rapidement, il me parut évident que la production de café ne rapportait pratiquement rien. Pis encore, les paysans ne pouvaient pas faire vivre leurs familles. » Le père Van der Hoff décide d'agir. Il réunit 150 paysans pour leur proposer « d'analyser » leur situation et de « découvrir par eux-mêmes la cause de leurs maux ». « D'une longue liste de problèmes et de revendications, le prix du café sortit champion toutes catégories. » Conclusion : « Les paysans ne peuvent faire évoluer leur situation qu'en comptant sur eux-mêmes, par l'organisation d'un front commun et en dépassant leurs réticences pour proposer du neuf. »

C'est ainsi que naît l'Union des communautés indigènes de la région de l'Isthme (UCIRI) qui se charge de centraliser la récolte, de construire des entrepôts et d'organiser le séchage. En 1986, l'UCIRI obtient une licence d'exportation. La coopérative noue des liens avec une des associations néerlandaises qui lui adressent des dons. « Recevoir chaque année vos dons pour que la pauvreté soit plus supportable, c'est bien, répond l'UCIRI. Mais le véritable soutien serait de recevoir un prix plus juste pour notre café. »

Cet appel est alors relayé aux Pays-Bas. En 1988, l'association Max Havelaar et le label du commerce équitable voient le jour. Vingt-cinq plus tard, près de 600 organisations de producteurs ont suivi l'exemple de l'UCIRI. Frans Van der Hoff continue de vivre et de travailler dans « sa » coopérative. Aujourd'hui, elle est un exemple tant sur le plan social, économique, qu'organisationnel.



Témoignage de Luis Martínez

UCIRI, le développement et les impacts d'une coopérative pionnière du commerce équitable

L'UCIRI est l'organisation qui a impulsé le commerce équitable labellisé, avec la création de Max Havelaar aux Pays-Bas. Le slogan, proposé par Isaiás Martínez, alors directeur général de la coopérative, a été « charité non, commerce équitable, oui ».



Luis Martínez (centre), accompagné des co-présidents de Bretagne CENS : René Laot (gauche) et Marcel Launay (droite) – mai 2017

Mettre fin à la mainmise des intermédiaires

Depuis des dizaines d'années, la production du café est la culture principale des régions de l'État d'Oaxaca. Avant que les communautés indigènes ne s'organisent en coopérative, le prix d'achat du café était très faible. Des intermédiaires, appelés « coyotes », faisaient croire aux populations que leur production n'avait pas grande valeur marchande, avec pour conséquences la pauvreté, l'absence de transports, de systèmes d'éducation et de santé. Pour y faire face, les producteurs se sont organisés.

L'objectif premier de l'organisation a été de supprimer la mainmise des intermédiaires ou « coyotes », l'une des causes principales de la précarité des paysans producteurs. Si ces intermédiaires existent encore, ils ne commercialisent désormais qu'une partie de la production, celle qui n'est pas écoulée dans les circuits du commerce équitable. Le prix minimum garanti a eu une incidence plus globale sur la région : les coyotes ont dû « s'aligner » et hausser leur prix d'achat.

Du premier conteneur jusqu'au commerce international

Depuis 1985, les communautés travaillent ensemble pour produire un café certifié biologique et équitable. Nous avons exporté un premier conteneur vers l'Europe en 1986. En 1989, nous avons lancé sur marché le premier paquet du café UCIRI labellisé Max Havelaar. Aujourd'hui, l'UCIRI exporte sa production de café en France, Suède, Italie, Allemagne, au Canada... En France, la coopérative travaille directement avec Malongo [aux conditions du commerce équitable] depuis plus de 10 ans. J'ai eu la chance de visiter leurs installations à Nice et de rencontrer le personnel.

La production et la vente de café s'accroissant, nous avons pris la décision de commercialiser notre marchandise sur le marché intérieur mexicain. Ça a démarré en plaçant du café dans des petits magasins locaux, avec un résultat de 2 % sur les ventes. Aujourd'hui, nous vendons au niveau régional et nous faisons un résultat allant jusqu'à 30 %. À terme, nous souhaitons commercialiser notre production dans nos propres magasins, à une échelle locale et nationale.

Des projets de développement qui changent la vie des communautés

Comme la coopérative est certifiée commerce équitable, nous recevons une prime complémentaire pour mener des projets de développement local. L'investissement de cette prime se matérialise, par exemple, dans la création d'hôpitaux dans la région pour que les producteurs et leurs familles aient accès à la santé ; chaque communauté a aussi reçu des kits de premiers secours... Avant, le trajet pour se rendre à l'hôpital le plus proche durait 10 heures !

Avec cette même prime, une ligne de transport a été mise en place : l'UPZMI (Union des peuples zapotèques-et mixes). Les producteurs peuvent ainsi se déplacer jusqu'aux grandes villes pour vendre leur café. De même, on a créé des écoles pour les enfants et des centres d'éducation paysanne (CEC) pour la formation des adultes. Ces derniers permettent aux producteurs d'employer de nouvelles techniques de culture biologique. Il existe également des formations pour la protection de l'environnement (médecine alternative, découverte de la biodiversité de la région par les partenaires et les enfants...)

La coopérative a lancé un projet pour soutenir les femmes : le « Project de Traspatio », qui prend place dans la cour intérieure des maisons. L'objectif principal est que les femmes puissent participer au projet de la coopérative pour renforcer l'égalité entre les genres. Dans chaque cour, les femmes font l'élevage de poulets, de porcs et d'animaux de ferme en général et cela en réduisant la consommation du bois grâce à l'emploi de brûleurs spéciaux. À leur propre initiative; elles se sont constituées en coopérative pour soutenir les femmes de toutes les communautés. Actuellement, celle-ci a un capital propre de 25 000 euros.

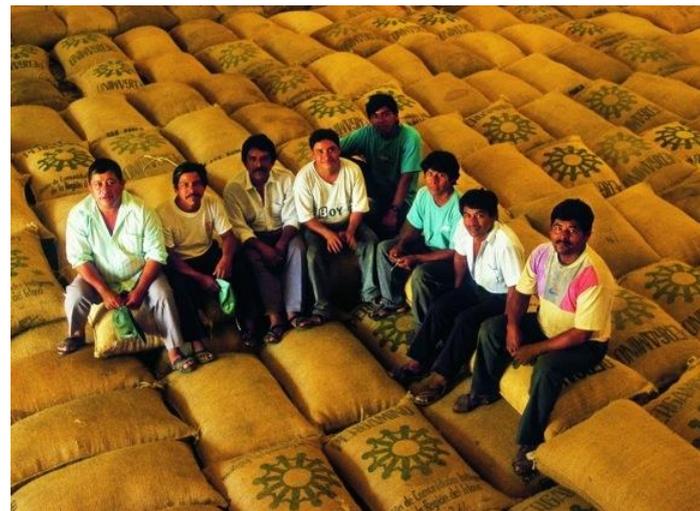
L'UCIRI a créé sa propre caisse d'épargne et de crédit. La coopérative se porte garant auprès de la banque pour que les producteurs aient accès à des crédits et puisse, par exemple, investir dans leur exploitation... La coopérative a négocié avec l'État mexicain : les producteurs payent 30 % des intérêts du prêt, les 70 % restants sont pris en charge par l'État.

Les conséquences du changement climatique



Les fortes pluies et les températures plus élevées ont créé une épidémie de champignons : la rouille. Pour les caféiers, c'est la plus grave des maladies. Si elle existait auparavant, elle était maîtrisée avec des moyens traditionnels. Aujourd'hui, le réchauffement climatique accentue les ravages. Il y a trois ans [2014], elle a causé la perte de 80 % de la production. Cela veut dire moins de ressources pour les producteurs et certains ont dû abandonner leur exploitation. La coopérative a survécu, même avec le peu récolté. Les récoltes de maïs, de haricots, de cacao et de banane, qui font partie de l'alimentation de base des communautés mexicaines, ont aussi été affectées. Tous les producteurs de la coopérative peuvent cultiver différents types de plantes. La production de café doit être ombragée : chaque parcelle est entourée de cacaoyers, de maïs, de manguiers... qui apportent l'ombre nécessaire pour les caféiers.

En réponse à l'épidémie, l'UCIRI a fait un investissement important dans l'achat de nouvelles variétés de plantes de café non transgénique, qui sont plus résistantes à la rouille.



La coopérative travaille et se développe en parfait accord avec les principes de l'agriculture biologique. On ne laisse pas de déchets, on les transforme en fertilisant pour les pépinières. Pour se diversifier, nous exploitons l'intégralité des produits des plantations de café. Notre objectif est de profiter de ce qui est présent dans la nature sans la détériorer.

Un mince soutien de l'État

L'aide apportée par l'État aux communautés indigènes est très sporadique, presque rien. C'est l'une des raisons majeures qui ont poussé les producteurs à fonder une coopérative. Ce manque de soutien de la part de l'État a forcé une grande part des producteurs à quitter leurs communautés pour s'installer dans les grandes villes ou à émigrer aux États-Unis. Ils cherchent de meilleures conditions de vie pour le bien-être de leurs familles. Cela a commencé à détériorer l'identité culturelle des communautés indigènes de la région et du pays en général.

Le dernier projet la coopérative, en partenariat avec la CLAC (coordination latino-américaine et caraïbes de petits producteurs de commerce équitable), est le développement de campagnes et conventions avec des universités latino-américaines pour promouvoir le commerce équitable. En particulier avec les filières d'agronomie, pour que les étudiants ayant une formation professionnelle forment les producteurs à de nouvelles techniques d'exploitations des sols et à la recherche de variétés résistantes. Cela permet d'attirer l'attention du secteur de la recherche et construire des perspectives autres que la migration vers les métropoles pour les jeunes.

La relation « producteur-consommateur », une pratique française qui pourrait essaimer au Mexique ?

Pour conclure, Luis Martinez dit avoir beaucoup appris pendant son séjour dans le cadre de la Quinzaine du Commerce équitable, notamment sur la commercialisation des produits bio en France, sur le soutien de l'État aux paysans... À son sens, l'enseignement le plus important à tirer, ce sont les petits magasins de produits bio et les marchés, dans lesquels il existe une relation directe « producteur-consommateur », relation qui n'existe pas au Mexique. Il pense que c'est la meilleure manière de sensibiliser les consommateurs aux produits du commerce équitable.



Rencontre entre producteurs et consommateurs en magasin de vente directe, le 17 mai 2017, Keribio, magasin de producteurs de l'association Du Bio à Plab' – Plabennec, Finistère

Synthèse des interventions de Luis Martinez dans le cadre des rencontres et conférences proposées par Bretagne CENS lors de la Quinzaine du commerce équitable, du 13 au 20 mai 2017.

Propos recueillis et traduits et par Catalina Sandoval, étudiante à l'université Rennes II ;

Informations

Vous trouverez les dossiers de presse et les informations nationales de la Quinzaine sur le site de la Plateforme française pour le commerce équitable (PFCE) :

commerceequitable.org

Vous pouvez également consulter :

faire-equitable.org

maxhavelaarfrance.org

artisansdumonde.org

bretagne-solidarite-internationale.org

mouvement-equitable.org

Contacts

Association Bretagne CENS

Maison du Ronceray
110 rue de la Poterie
35200 RENNES

commerce-equitable-bretagne.org

bretagne.cens@gmail.com

Co-Présidents de Bretagne CENS

Marcel Launay : 06 89 25 23 01

René Laot : 06 80 57 17 44

Chargée de coordination et de communication

Claire Petit : 06 26 45 83 00